

Libye : le génocide !

La Libye s'installe dangereusement dans le chaos, une semaine après le déclenchement d'un soulèvement populaire sans précédent chez nos voisins du Sud-Est. Dimanche soir et hier lundi, la situation s'est brutalement dégradée dans une ambiance de guerre civile qui risque de mener le pays vers la catastrophe.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Mouamar Kadhafi ne s'est pas embarrassé de scrupules pour mater, dans le sang, la contestation populaire dont il fait l'objet. Le recours aux armes de guerre est sa seule réponse pour le moment. Le bilan, impossible à quantifier avec précision dans un pays aussi fermé que la Libye, est lourd.

La Fédération internationale des droits de l'homme, se basant sur des informations recueillies auprès de militants libyens, situait entre 300 et 400 le nombre de morts en début d'après-midi, hier.

Des informations parvenant de plusieurs et diverses sources évoquaient toutes des combats de rues, entre manifestants et forces de l'ordre. Elles parlaient également de plusieurs villes qui seraient tombées sous le contrôle des manifestants, de ralliement, par endroits, des

forces de l'ordre à la cause des manifestants.

De hauts responsables libyens, comme le ministre de la Justice, ou des diplomates en poste à l'étranger annonçaient leur démission en guise de protestation quant à l'usage d'armes à feu contre les insurgés. Etrangement silencieux depuis le début des événements, Kadhafi n'a plus donné signe de vie depuis jeudi où il apparaissait au milieu d'une manifestation de ses partisans à Tripoli et c'est son fils, Seif El Islam, qui s'est adressé à la nation. Celui qui fait office de numéro 2 du régime et successeur «souhaité» par Washington a fait une déclaration musclée à la télévision libyenne, dimanche soir.

Accusant les insurgés d'être des islamistes qui cherchent à instaurer une république islamique en Libye, il a mis clairement en garde : «Tous les Libyens



Photo : DF

sont armés. Vous devez choisir entre une nouvelle Libye ou la guerre civile.» Mieux, il a affirmé que «Mouamar Kadhafi dirige la bataille de Tripoli et nous gagnerons». Une sortie que les Libyens ont interprétée comme étant une provocation et c'est d'ailleurs dans la nuit de dimanche à lundi que les troubles sont repartis de plus belle. Tripoli vit ainsi sa première nuit d'émeutes qui se sont poursuivies durant toute la journée.

Des édifices officiels comme le siège du gouvernement, le commissariat

principal, une chaîne de télévision, entre autres, ont été attaqués par des manifestants. La réplique fut, elle, sanglante. Les forces de sécurité tiraient avec armes à feu sur les manifestants. Ceci étant, c'est en fin d'après-midi que les choses se gâtèrent davantage. Une manifestation «d'un million» était annoncée à Tripoli, avec des manifestants attendus de plusieurs régions du pays.

Le régime libyen a bloqué toutes les communications téléphoniques et électroniques et isolé la Libye du reste du monde dès l'après-

midi. Et à l'heure où nous mettons sous presse, la chaîne Al Jazeera, citant des témoins oculaires, annonçait l'intervention de l'aviation militaire libyenne qui bombarderait les manifestants.

Des véhicules blindés de l'armée auraient également fait de même, selon la

même chaîne. Ce qui, s'il venait à se confirmer, serait un véritable génocide qu'entreprend Kadhafi qui s'adonne à une criminelle politique de la terre brûlée. Il faut dire que, cette fois-ci, et contrairement aux cas tunisien, égyptien et même ailleurs, les Américains se cantonnent curieusement dans une inhabituelle position de quasi-neutralité.

Un «responsable de l'administration Obama» a affirmé, hier, que le président américain «étudie toutes les actions appropriées pour faire face aux événements en Libye». Et que «nous sommes en train d'analyser le discours de Seif El Islam Kadhafi pour voir quelles possibilités de réformes sérieuses il comporte». Un peu comme ce fut le cas avec Omar Souleymane au début de la crise en Égypte, Washington semble pour le moment miser sur Seif El Islam pour «une transition ordonnée».

K. A.

Sit-in devant l'ambassade de Libye à Alger

La Ligue algérienne pour les droits de l'homme (LIDDH), appelle à un sit-in de solidarité avec le peuple libyen qu'elle organisera demain mercredi à partir de 14h00, devant l'ambassade de la Libye en Algérie.

CHRONIQUE DE LA CHUTE ANNONCÉE D'UN ÉTAT-VOYOU The end

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Energie et immigration clandestine, la Libye guedhafiennne croit tenir l'Union européenne au moyen de ce méga-chantage, le banditisme d'Etat. El Guedhafi dynastie, c'est fini, c'est du pipeau. Politiquement, il ne reste presque pas grand-chose, presque rien, des poussières. Cependant, ce régime sanguinaire, vieillissant, sans scrupules, sans état d'âme, fera du mal, encore du mal, beaucoup de mal. L'ex-cyrénaïque payera cash un lourd tribut avant de se débarrasser de la Gueddafi-Connection. Seif El Islam le pressenti — avant la révolte, évidemment — pour le trône de la Jamahiria l'a déclaré. Plutôt deux fois qu'une. Ça sera nous qui dicterons les règles du jeu, les «réformes», les changements ou vous «subirez le chaos», et c'en sera fini de la Libye. Juste après les menaces de «l'héritier du trône», Tripoli après Benghazi, Tobrouk, El Baïda, s'embrace, s'enflamme, devient brasier. Les Gueddafi ne s'attendaient pas à une riposte vaillante du peuple. Ils ont donc redoublé d'horreur et de férocité. Des mercenaires acheminés par les airs, des armes distribuées aux pro-Maâmar, des casernes vidées, des commissariats de police saccagés, des vivres stockés pour affamer les récalcitrants. Benghazi, la ville rebelle, la cité antique qui a la première sonné le tocsin de la révolte, est devenue cité fantôme, où tout, à tout instant, peu basculer. Les chefs des tribus, aux pouvoirs important en Jamahiria, sont en conclave permanent pour dénouer l'affaire. L'armée, affaiblie par les 42 ans de règne de Gueddafi, ne semble pas en mesure de rétablir l'ordre. Quel ordre ? Les militaires, d'ailleurs, ne donnent aucunement des signes de loyauté au dictateur. Ce dernier s'appuie sur des milices privées et des contingents de la police privatisées pour son propre compte. Les policiers sont divisés, les trois quarts ne veulent pas obtempérer aux ordres criminels des Gueddafi. La Libye bascule dans le chaos. Les étrangers quittent le pays et les grandes compagnies pétrolières vont cesser leurs activités. La BP, toute «britannique», a annoncé la fin de ses activités en Libye jusqu'à plus informé. Certes, Gueddafi est fini, il est fait comme un rat. Les USA et l'UE s'inquiètent sérieusement de l'après-dictature. Pour le moment, Bruxelles a renforcé son dispositif de surveillance en Méditerranée (Frontex) pour endiguer le flux migratoire que le colonel mettra en mer d'Ulysse pour nuire aux 27. La chute, imminente, de Gheddafi sera fracassante.

A. M.

LE MAROC AU LENDEMAIN DE LA MARCHÉ DU CHANGEMENT

L'heure des bilans

Le ministre de l'Intérieur marocain a annoncé, hier, le décès de 5 personnes dans la ville d'Al-Hoceima lors de troubles qui ont suivi la marche pour le changement de dimanche dernier. Des troubles ont éclaté dans plusieurs villes du pays.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le Maroc dresse le bilan de la journée de protestation qui s'est déroulée, dimanche, à travers tout le pays. Sur le plan sécuritaire, plusieurs victimes sont à déplorer. Taïeb Cherkaoui, le ministre marocain de l'Intérieur, a annoncé, hier, que cinq personnes ont trouvé la mort dans la ville d'Al-Hoceima. «Les corps calcinés de cinq personnes ont été retrouvés à l'intérieur de l'une des agences bancaires incendiées par les auteurs de troubles dans la ville d'Al Hoceima», a affirmé le ministre lors d'une rencontre avec la presse. Le bilan de la journée comprend également de nombreux blessés. Mais il semble, d'après les chiffres avancés par le ministre, que la majorité d'entre eux sont des membres des forces de l'ordre.

En effet, sur les 128 blessés, 115 seraient des policiers. Les troubles ont éclaté dans plusieurs villes dont Tanger, Tétouan, Larache, Al-Hoceima, dans le nord, Marrakech et Guelmin dans le sud ainsi qu'à Sefrou (centre).

Le ministre a attribué ces violences à «des auteurs de troubles, dont des mineurs et des repris de justice». Taïeb Cherkaoui a cependant estimé que



Photo : DF

l'esprit pacifique de l'initiative lancée par le Mouvement du 20 février avait été respecté par les manifestants.

«Le ministre de l'Intérieur a fait valoir que la pratique démocratique du Maroc et le droit à la liberté d'expression que connaît le pays ont fait en sorte que ces manifestations dimanche se sont déroulées dans un climat pacifique empreint de sérénité et de discipline», a rapporté hier l'Agence France Presse.

Au total, d'après un décompte des services de sécurité, 37 000 Marocains ont participé aux marches organisées à travers le royaume. Hier, l'initiative lancée par le Mouvement du 20 février a provoqué une crise au sein du Parti justice et développement (PJD) de tendance islamiste.

Mustapha Ramid, député et membre dirigeant de cette formation, a démissionné pour protester contre la décision de son parti de n'avoir pas participé à la marche. «La marche de dimanche était hautement civilisée et pacifique et notre parti n'aurait pas dû appeler à ne pas y participer. Je démissionne pour protester contre cette décision», a-t-il déclaré hier à la presse. Reste à savoir aujourd'hui si la dynamique née de ce mouvement pourra imposer un réel changement du mode de gouvernance au Maroc.

Les jeunes Marocains qui ont initié ces marches pacifiques ne pourront imposer leurs choix sans de solides relais dans la classe politique. Et à l'intérieur même du palais.

T. H.